

RÉCIDIVE

La mission parlementaire d'information sur le Rwanda hésite beaucoup à être à la hauteur de l'événement. Elle ne pose encore que rarement, et faiblement, les vraies questions aux responsables civils et militaires de l'époque (1990-94) : que saviez-vous des prémices du génocide ? que saviez-vous de la présence française multiforme, officielle et occulte, en appui de ceux qui commettaient ces prémices et préparaient le pire ? que pouviez-vous comprendre de l'engrenage qui ferait de la France le principal allié des génociteurs ? qu'avez-vous fait de ce savoir et de cette intelligence ?

La plupart de ces responsables répètent : nous ne savions pas. Et si nous n'avons pas tout fait pour enrayer l'engrenage, c'est que nous n'imaginions pas à quelle horreur il mènerait.

Nous disons aujourd'hui aux responsables français : de tels engrenages sont en place au sud du Tchad et du Congo. Ils peuvent vous conduire à être complices de crimes contre l'humanité, et à devoir en répondre.

Vous recevez ce bulletin, et des avertissements précis vous sont transmis par nombre de Tchadiens et de Congolais. Au Tchad, la France instruit, arme et soutient une milice ethnique, qui sème la terreur et la haine. Au Congo-Brazzaville, la France mobilise toutes ses ressources clandestines (armes, mercenaires, barbouzes) en soutien d'une dictature engagée dans une guerre civile ethnique.

Vous ne pourrez pas dire : nous ne savions pas. Vous ne pouvez plus ignorer ce fonctionnement clandestin, la part immergée de l'iceberg franco-africain¹. Certes, elle a servi jusqu'ici à nier toute responsabilité officielle dans les crimes français commis en Afrique. Mais ce double langage ne marche plus. À vouloir tirer encore sur cette ficelle, vous achèveriez de discréditer la France. Et vous prendriez un risque aggravé : vous faire accuser de récidive.

1. Son histoire et sa mécanique sont exposées in F.X. Verschave, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Stock, 1998.

SALVES

Liaisons dangereuses

Tandis que la France officielle affichait sa neutralité dans la guerre civile qui, l'été dernier, ravageait Brazzaville, Jacques Chirac et Omar Bongo coordonnaient clandestinement le retour en force de l'ex-dictateur congolais Denis Sassou Nguesso - beau-père de Bongo¹.

Pour cette offensive, ils renforcèrent massivement la milice ethnique de Sassou Nguesso (les « Cobras ») :

- en introduisant un corps expéditionnaire angolais ;
- en acheminant des éléments de la soldatesque tchadienne, qui massacre à tout va au Sud de son propre pays ;
- en corsant le tout avec des morceaux de l'ancienne Division spéciale présidentielle de Mobutu, avec des militaires et miliciens coauteurs du génocide rwandais (regroupés par le général Augustin Bizimungu), et avec les inévitables mercenaires (instructeurs et pilotes).

Négligeant le lourd passif du général Nguesso durant trois décennies (coups d'État, massacres, assassinats, mise à sac de l'État), faisant fi de son rejet par les électeurs à l'issue de la Conférence nationale souveraine (1991), l'Élysée et Elf croient asseoir, par son entremise, la « stabilité » du Congo-Brazzaville et la tranquillité de l'exploitation pétrolière.

Le vainqueur apparent de la guerre civile de 1997 a été rapidement adoubé : deux mois après sa « victoire », il a été reçu par les plus hautes autorités de la République. Le tout-Paris franc-africain a défilé dans sa suite de l'hôtel Crillon, gardée par les hommes de Paul Barril.

Mais Sassou Nguesso n'a pas changé. Il n'a nullement l'intention de partager le pouvoir, ni le gâteau pétrolier. La coalition hétéroclite sur laquelle il s'appuie, composée en grande partie de miliciens et de soudards, n'est pas faite pour favoriser une pacification. La guerre civile a repris, au sud du pays. Des villes et villages ont été bombardés, les habitations incendiées, de nombreux civils tués. Les forces qui soutiennent Sassou Nguesso ne peuvent que faire dégénérer le conflit en une guerre ethnique.

La France, une fois de plus, est mouillée jusqu'au cou. Jacques Chirac soutient à fond son vieil ami Sassou. Bercy rameute les bailleurs de fonds. Elf finance le nouveau régime. Des avions français participent à sa logistique guerrière. La DGSE forme la garde présidentielle. Des hommes de Bob Denard « instruisent » les miliciens Cobras. Le général Jeannou Lacaze, ex-chef d'état-major de François Mitterrand et de Mobutu (une référence !), vient jouer les stratèges auprès du chef d'état-major congolais Yves Motondeau-Monghot.

Celui-ci a sous ses ordres « des troupes F, A, M, T [Français, Angolais, Marocains, Tchadiens] et autres partisans et amis » pour, entre autres, « repérer et écraser les différents groupes [...] qui représentent le fer de lance du pouvoir déchu² ». Une opération délicatement baptisée *Colombe*.

Jean-Yves Ollivier, éminence des tractations clandestines franco-africaines (de l'Afrique du Sud à la Libye, des Comores à l'Angola), est le pivot des nouvelles relations Paris-Brazzaville³. Une batterie de « communicants », emmenée par Thierry Saussez, assure le bouclage médiatique du dispositif.

C'est avec ce genre de scénario (une action clandestine de grande envergure, directement branchée sur l'Élysée, en appui d'une dictature ethnique⁴) que la France s'est retrouvée au cœur de l'apocalypse rwandaise. À Matignon, le Premier ministre cohabitant Lionel Jospin sera-t-il aussi passif que son prédécesseur Édouard Balladur ?

1. Cf. F.X. Verschave, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Stock, p. 309-316.

2. Compte-rendu secret confidentiel, adressé par le colonel en date du 26/03/1998.

3. Avec un « associé » américain, Michael Ledeen. Cet ancien de l'*Irangate* fut aussi l'ami intime de François de Grossouvre - l'éminence grise miterrandienne, « suicidée » le 7 avril 1994 (*La Lettre du Continent*, 07/05/1998).

4. Dénoncée par le Parlement européen, et dans un rapport accablant publié fin avril par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

Tripoli-N'Djaména

Le régime brinquebalant d'Idriss Déby a reçu début mai un renfort plutôt inattendu. Avec 200 journalistes, 500 invités, 300 véhicules et moult cadeaux, Mouammar Kadhafi est venu pour trois jours à N'Djaména, sceller en grande pompe la réconciliation

libyo-tchadienne et présider la prière du premier vendredi de l'année musulmane, devant un aréopage de présidents africains (*Le Figaro*, 02/05/1998).

Que conclure de cette démonstration ? Toujours ambitieux, le leader libyen réaffirme un tutorat potentiel sur son voisin du Sud. Au détriment du voisin oriental, le Soudan, empêtré dans trop de problèmes économiques et militaires ? Avec l'aval de Paris, pour qui Kadhafi n'est plus, depuis longtemps, un ennemi¹ ? Il dénonce si bien le « *complot américain contre l'Afrique* »...

Quoi qu'il en soit, la connotation islamique de cette réconciliation inquiète les populations du Sud tchadien, à dominante chrétienne : les exactions des milices de Déby y attisent, de manière peut-être irréversible, les haines religieuses.

Certes, l'Islam de Tripoli n'a pas la même intolérance qu'à Khartoum. Mais s'il reste incarné par les miliciens incontrôlés d'un Déby déjanté, le résultat sera le même. Que ces miliciens soient « formés » par des instructeurs français et transportés par des Transall tricolores ne confère plus, depuis le Rwanda, un brevet de respectabilité.

Fin octobre 1997, dans la ville de Moundou, des rebelles ralliés et de nombreux civils ont été massacrés (cf. *Billets* n° 53). *Le Monde* (23/05/1998) nous signale qu'un détachement de militaires français, tout proche, « *est resté stationné* ».

1. La Libye et la Françafrique partagent le même fidèle allié : le régime burkinabé de Blaise Compaoré, depuis l'élimination de Thomas Sankara à laquelle, en 1987, elles ont conspiré. Cette tröika a sponsorisé la rébellion de Charles Taylor, qui déclencha la guerre civile au Liberia en 1989.

IBM mal barré

Mis en place avec la bénédiction de Foccart et de son disciple Godfrain, le régime nigérien du général Ibrahim Baré Maïnassara (IBM) est bien mal en point - comme celui du voisin tchadien Déby, également affilié à la Grande Loge nationale de France¹. Les arrestations de responsables politiques et de journalistes se succèdent, les « durs » des services de sécurité multiplient intimidations et exactions, les proches d'IBM s'en mettent plein les poches.

Les autres, y compris dans l'armée, renâclent. Même Fernand Wibaux, le grand frère élyséen, s'inquiète de la bunkérisation d'un régime de plus en plus coupé de la société. Dans ce pilotage hard, IBM n'est pas assisté par ordinateur, mais par un ancien dirigeant du groupe de sécurité *Century*, Jean-Yves Garnaud (*La Lettre du Continent*, 09 et 23/04/1998, 07/05/1998). Bonjour la gouvernance !

Moralité : il ne suffit pas d'un scrutin présidentiel truqué² pour transformer un officier formé et choisi par Paris en chef d'État acceptable.

1. Ou plutôt de Françafrique : le Congolais Denis Sassou Nguesso, le Burkinabé Blaise Compaoré et l'éminence grise gabonaise Georges Rawiri appartiennent aussi à la GLNF, tout comme les anciens ministres de la Coopération Jacques Godfrain et Michel Roussin. Sommité du réseau Pasqua, Jean-Jacques Guillet est un haut gradé de la GLNF. On y retrouve également plusieurs pivots du financement occulte du RPR : Jean-Claude Méry, Didier Schuller, Jean-Paul Schimpf...

2. Cf. *Dossier noir* n° 8, *Tchad, Niger : escroqueries à la démocratie*, L'Harmattan, 1996 (49 F franco).

Paul, Henri, Vincent, Georges...

Question sécurité, le président ivoirien Henri Konan Bédié a les moyens de s'offrir le haut de gamme : le supergendarme Paul Barril *himself*, qu'il a reçu le 29 avril après plusieurs approches. Décidément, le sulfureux capitaine est partout chez lui en Françafrique. À Abidjan, il pourrait remplacer un autre ex-officier de gendarmerie, Alain Le Caro, qui a peut-être mal négocié certains virages.

Coïncidence ? Cette mutation en forme de verrouillage s'annonce au moment où le groupe de Vincent Bolloré (transports, tabac, plantations, etc.), désormais gros actionnaire de Bouygues, affirme sa prééminence en Côte d'Ivoire - avec la bénédiction du très influent maître de cérémonie Georges Ouegnin (*La Lettre du Continent*, 07/05/1998). La droite française rénove son fonds de commerce ivoirien. La gauche est chocolat ?

Wibaux-Tavernier, pas dégoûtés

Le conseiller élyséen Fernand Wibaux et la barbouze belge Christian Tavernier montèrent fin 1996 l'expédition mercenaire au Zaïre, ramassis de purificateurs ethniques bosno-serbes et de gros bras d'extrême-droite¹. Poursuivant leurs rendez-vous « discrets », ils se sont rencontrés le 23 février à l'hôtel Bristol.

Au mieux avec l'ex-général rwandais Augustin Bizimungu, Tavernier aurait proposé de lever, parmi les résidus militaires et miliciens du *Hutu power*, une légion de « Khmers rouges » au service du général André Kolingba, ancien président centrafricain. Ainsi serait ramené au pouvoir un ami sûr de la France, au lieu et place de l'incontrôlable Patasse (*Africa Confidential*, 06/04/1998) : celui-ci ne se montrerait pas assez hostile aux « Khmers noirs » (les soldats de l'Armée patriotique rwandaise, selon l'appellation forgée en 1993 par la DGSE).

Au même moment, la France officielle assume un rôle pivot dans la force de paix mise en place à Bangui par les Nations unies...

1. Cf. *le Dossier noir* n° 10, *France-Zaïre-Congo, 1960-1997. Échec aux mercenaires*, L'Harmattan, 1997 (60 F franco).

Kabila, droit dans le mur

Kabila accélère le processus d'autodestruction de son propre régime : il n'arrête plus seulement les journalistes et les militants associatifs ou politiques, mais ses propres ministres. Il décapite son propre parti, l'Alliance. Il se brouille avec ses alliés africains, qui ont boudé l'anniversaire de sa prise de pouvoir.

Les diplomates les mieux intentionnés à son égard sont sidérés par sa capacité à dilapider ses atouts et multiplier ses adversaires. C'est tout juste si l'on n'accuse pas l'ancien conseiller de Mobutu Dominique Sakombi, devenu le gourou de Kabila, d'avoir envoûté celui-ci pour mieux précipiter sa chute.

Bref, on ne voit pas comment le régime actuel pourrait résister au raz-de-marée de ses ennemis¹, annoncé pour bientôt. Le problème, c'est que, obéissant à des logiques trop disparates, ces ennemis se feront probablement la guerre. Certains sont capables du pire. D'autres, plus civils ou politiques, leur grilleront-ils la politesse ?

1. Sauf à pactiser avec certains d'entre eux : la Françafrique par exemple, comme l'y invitait Alexandre Adler (cf. *Billets* n° 56).

Qui a tué Sendashonga ?

L'ancien ministre de l'Intérieur Seth Sendashonga, devenu une figure de l'opposition au pouvoir rwandais, a été assassiné le 16 mai au Kenya. Pour la plupart des commentateurs, le coupable est « évident » : les « services » de Kigali.

Ce n'est peut-être pas si simple. Conscient du discrédit des oppositions armées, Sendashonga était en train de négocier son retour au pays dans le cadre d'une ouverture politique (*Le Soir*, 19/05/1998).

Celle-ci est envisagée par ceux qui, à Kigali, considèrent l'avenir du pays au-delà du court terme. Bien que « l'homme fort » Paul Kagame soit de ceux-là, ils sont loin d'avoir les coudées franches. Ils sont en butte notamment à ceux qui, parmi les anciens exilés, mêlent dangereusement l'extrémisme politique, le crime et la corruption.

Pour ces extrémistes tutsis, l'ouverture représente une menace - tout comme Sendashonga, qui les connaissait personnellement. Il peut donc bien avoir été leur victime. Ou celle du *Hutu power*, pour lequel cette négociation d'un éminent opposant hutu représentait évidemment une trahison.

Incertain Rwanda

Certes Kofi Annan a gaffé, le 4 mai, lorsqu'il a déclaré : « *Je n'ai aucun regret pour ce que nous avons fait* [au Rwanda, au moment du génocide] ». Il était alors l'adjoint du Secrétaire général des Nations unies Boutros-Ghali, en charge des opérations militaires de l'ONU...

Mais il s'est rattrapé le 7 mai, devant le Parlement rwandais, par un discours remarquable et sans ambiguïté : « *Nous qui avons vu les signes que nous n'avons pas reconnus, nous savons maintenant que nous n'avons pas assez fait [...] pour honorer les idéaux des Nations unies* ».

Aussi n'était-il ni juste ni adroit, pour les dirigeants rwandais, de pousser la polémique jusqu'à boycotter le banquet prévu le soir même en l'honneur du Secrétaire général. La tentation récurrente d'accabler la communauté internationale - très coupable certes, mais aussi victime de la désorganisation qui lui est imposée - alimente les paranoïas et fait le jeu des extrémistes. Lesquels n'ont pas, loin de là, renoncé à l'emporter.

On peut donc se réjouir que, les bons esprits s'étant calmés, il ait été convenu huit jours plus tard de prolonger le mandat de la mission du Haut-commissariat des droits de l'homme au Rwanda, suspendue le 7 mai.

D'autant que Kofi Annan était porteur de deux bonnes nouvelles : un renforcement des moyens du Tribunal pénal international d'Arusha, et la décision de l'inculpé Jean Kambanda de plaider coupable. Ce fut le Premier ministre du gouvernement intérimaire qui, durant le printemps 1994, « administra » le génocide. En acceptant d'aider le Tribunal, il inverse un climat jusqu'ici plombé par le négationnisme. La vérité peut faire de grands pas¹, et donc la justice. Des denrées encore trop rares dans la région.

Comme ne cesse de le répéter l'émissaire de l'Union européenne Aldo Ajello, l'un des défis majeurs y reste la démobilisation des anciens combattants, « *sans argent ni futur, mais qui ont des kalachnikovs* » (IRIN, 30/04/1998). Il n'est pas simple de les payer pour qu'ils retournent à la vie civile. Il est encore plus difficile de leur ouvrir un avenir.

1. « *Il pourrait aussi, suggère Le Monde (03/05/1998), expliquer la nature du soutien français au pouvoir hutu* »...

Elf se plaint

Elf ne doit pas faire la loi en Afrique, la campagne menée par un collectif d'organisations françaises et africaines (cf. *Billets* n° 57), n'a pas plu, mais alors pas du tout, à la compagnie pétrolière. Celle-ci a attaqué en référé le *Cédétim* (01 43 72 15 73), qui coordonne le collectif, et son porte-parole le plus en vue, le député Vert Noël Mamère. Elf leur réclamait bonnement 330 000 F, pour « *dénigrement de sa raison commerciale* » et « *captation parasitaire de sa force d'attraction* » ! Une attaque en droit commercial, supposé plus favorable que le droit pénal. Visiblement, Elf ne souhaitait pas s'aventurer sur le terrain de la diffamation.

Brillamment défendus par Mes Henri Leclerc et Antoine Comte, l'association et le député ont gagné sur toute la ligne. Déboutée, Elf a été condamnée aux dépens, par une ordonnance qui risque de faire jurisprudence. Il lui est reproché de viser « *à limiter le libre droit de critique* ». « *Il n'est pas établi que les principes de droit économique invoqués [...] puissent priver les défenseurs de faire usage d'une dénomination ou d'une marque nécessaire à l'identification de la personne dont l'action est mise en cause* ».

Ainsi, Elf ne pourrait même plus faire la loi en France, ni empêcher les citoyens qui dénoncent ses abus de pouvoir de désigner leur adversaire... Le collectif, d'ailleurs, ne veut pas la mort du pécheur, seulement son amendement : la fin des transactions occultes et d'une préférence systématique pour les dictatures. Elf s'est pourvue en appel....

Privés

La sous-traitance à une entreprise privée d'une intervention militaire en Afrique, c'est de plus en plus fréquent en France. Ça existe aussi outre-Manche : l'entreprise londonienne *Sandline* a aidé au rétablissement du président sierra-léonais Tejan Kabbah, chassé par un putsch. Que cette intervention vise à réinstaller un chef d'État incontestablement élu, c'est plus rare depuis Paris : il n'en existe guère en FrancAfrique ; celle-ci a plutôt aidé à l'éviction de l'une des rares exceptions, le congolais Lissouba. Mais qu'une telle sous-traitance, dénoncée par l'ensemble de la presse, mette en péril la carrière d'un ministre des Affaires étrangères, Robin Cook en l'occurrence (*Libération*, 12/05/1998), voilà qui est trop British ! Un tel souci de la responsabilité politique confine à l'irresponsabilité...

Afrique, quand tu nous tiens...

Jean-Christophe Mitterrand n'a pas renoncé à faire fructifier son carnet d'adresses élyséennes. Il s'est mis au service d'une société new-yorkaise, BMP, dirigée par le Franco-Américain Philippe Murcia. Spécialité : l'obtention de concessions à long terme dans toutes sortes d'activités « rentières » : minerais, pétrole, pierres précieuses, pêche, sites touristiques. Rémunération : un fonds de « développement local », sur un compte étranger... Le président centrafricain Ange-Félix Patasse a déjà mordu à l'appât (*La Lettre du Continent*, 23/04/1998).

Les adresses de Papamadit ne sont pas vraiment celles du développement humain. En l'espèce, son bilan témoigne plutôt d'une

maladresse éléphantique.

Adieu Suharto

Les Indonésiens ont mis à la retraite l'un des plus anciens dictateurs du monde, le général Suharto. Paris a félicité le peuple indonésien. Pourtant le régime Suharto était, avec la junte birmane, l'un de ceux qu'une répression et une corruption sans vergogne rendaient familiers à nos décideurs. Ainsi, la compagnie Total s'est liée par un contrat de 20 ans à Tommy Suharto, l'un des rejetons du général - dont la fortune familiale est évaluée à 100 milliards de FF.

Mais les Indonésiens n'en ont pas fini : Suharto leur a fourgué son dauphin, Yusuf Habibie. Lequel est au mieux avec l'Élysée... (Libération, 22/05/1998).

Esclavage

À l'appel de trois cents organisations antillaises, plus de 10 000 manifestants ont défilé à Paris le 23 mai. Ils estiment que le slogan officiel du cent-cinquantième de l'abolition de l'esclavage, « *Nous sommes tous nés en 1848* », fait « *bon marché des quatre siècles de capture, de déportation, d'esclavage qui ont précédé l'abolition* ». Autrement dit, la France se remémore plus volontiers Schœlcher que ses négriers...

Le même jour arrivait à Paris la Marche mondiale contre le travail des enfants. Une bien belle initiative¹. Son impact médiatique renforce la campagne *De l'éthique sur l'étiquette*², qui impose progressivement un code de conduite à ceux qui, sous leur marque, commercialisent les produits de cette exploitation. Recevant à l'Élysée 13 enfants travailleurs venus du monde entier, Jacques Chirac a déclaré que le travail des enfants constituait « *une forme moderne de l'esclavage* ». Bien dit. On se réjouira si, dans les différentes instances des Nations unies, la France contribue à la faire interdire.

Pendant ce temps, les supplétifs du régime soudanais, allié de la France, continuent de capturer des centaines d'enfants dans les villages du Bar-el-Ghazal et de les vendre comme esclaves. Quant au président mauritanien Ould Taya, ami de Chirac, il traite comme une atteinte à la sûreté de l'État toute allusion à la persistance, tolérée, de l'esclavage en son pays.

Les séparatistes anjouanais, enfin, qui rêvent d'un rattachement à la France comme l'île voisine de Mayotte, hissent le drapeau de la dynastie Mawana - une lignée esclavagiste qui, en 1886, finit par livrer Anjouan à la France... Il faut dire que ces séparatistes « rattachés » continuent d'être « conseillés » par l'Action française et le Front national !

(*Démocratie-Info*, 04/1998).

1. La marche aboutira à Genève, où une Conférence internationale devrait adopter une convention bannissant les formes les plus intolérables du travail des enfants. Contact : 01 45 49 73 67.

2. Coordonnée par *Agir ici* (01 40 35 07 00) et *Artisans du monde* (01 49 29 95 15).

Bons points

* Le régime de Khartoum et la branche principale de l'opposition armée, le SPLA, ont signé le 6 mai à Nairobi un accord de principe reconnaissant le « *droit à l'autodétermination du peuple du Sud soudanais* ». D'ici trois mois, cet accord devrait être relayé par des négociations à Addis Abeba. Serait-ce le début de la fin d'un conflit terriblement meurtrier, sur plus de trois décennies ? L'espoir reste encore bien frêle. Les combats se poursuivent et 600 000 personnes sont menacées de famine.

* Dans les pays en développement, la mortalité des enfants de moins de 5 ans a chuté de 13,3 % à 8 % en seize ans (1980-96). Elle a moins diminué en Afrique subsaharienne (de 19,3 à 14,7 %), où elle reste encore très élevée : 1 enfant sur 7 (*Banque Mondiale Actualités*, 23/04/1998).

* Au sommet du G8, à Birmingham, la France a fait avaliser son projet d'un Fonds international de solidarité thérapeutique contre le sida. Puis le secrétaire d'État à la Santé Bernard Kouchner a convaincu ses collègues européens d'abonder ce Fonds, d'une urgence incontestable.

* Lors du même sommet, Jacques Chirac a commencé de dénoncer les paradis fiscaux (notamment britanniques...) dont la tolérance facilite l'expansion de la corruption et le blanchiment de l'argent du crime. La Françafrique pourrait se sentir visée...

* La libre continuation des crimes et escroqueries français suppose que la justice française ne s'en mêle pas. Or elle y vient, à commencer par l'affaire Elf. C'est pourquoi nous dénonçons un projet de réforme qui, au prétexte de libérer la justice, la domestiquait davantage (*Billets* n° 58).

Les protestations des organisations de magistrats ont fait partiellement reculer la ministre Elisabeth Guigou. Le débat parlementaire sera décisif. En espérant que le deuxième pouvoir (le législatif) ne se liguera pas avec le premier (l'exécutif) contre les initiatives du troisième (le judiciaire)... La V^e République adore censurer Montesquieu.

Fausses notes

* Pourquoi laisser aller jusqu'au seuil de la mort les 10 grévistes de la faim qui, à Lyon, refusent la « double peine » - l'expulsion qui, pour les étrangers, vient parfois s'ajouter à une peine de réclusion ? La sanction ordinaire suffit bien : ces gens ont bâti toute leur vie en France, ils y ont leur famille et, parfois, leur femme et leurs enfants.

* La nécessité d'un droit des étrangers n'exclut pas que son application doive être conforme aux principes d'humanité que la France a maintes fois ratifiés. Or l'application concrète de l'opération dite « de régularisation des sans papiers », transformée en concours (50 % de reçus, 50 % de recalés), dénie trop souvent ces principes pour ne pas multiplier les fractures ouvertes.

Carnet

* Rappel : *Agir ici*, *Greenpeace* et *Robin des bois* lancent une campagne de sensibilisation sur la surexploitation des forêts tropicales, *De quel bois bricolons-nous ?* Depuis 1980, la forêt régresse chaque année de 120 000 km². En Afrique centrale, les

sociétés françaises sont très présentes dans ce secteur fort lucratif et corrompu.

Au même moment, l'Union européenne a le bon goût d'adopter un règlement commercial novateur : les pays qui respecteront les conventions de l'Organisation internationale de protection des bois tropicaux et de l'Organisation internationale du travail - notamment sur le travail des enfants (cf. supra, Esclavage) - pourront bénéficier d'une réduction de 25 % des taxes appliquées à leurs exportations vers l'Europe (*Libération*, 26/05/1998).

* Du 1^{er} au 21 juin, le Centre international de culture populaire organise une série de manifestations en Commémoration de l'abolition de l'esclavage. CICP, 21^{ter} rue Voltaire, Paris 11^e. 01 43 72 15 73. (Achevé le 26/05/1998)

Spécial Élections togolaises

Lifting

Étienne Gnassingbe Eyadema, ex-sergent français des guerres d'Indochine et d'Algérie, assassin de son prédécesseur Sylvanus Olympio ¹, est devenu, depuis la retraite de Suharto, le vice-doyen mondial des dictateurs (après Fidel Castro, hors concours).

Ce chouchou de la Françafrique, à laquelle il rend quantité de grands et menus services - financiers notamment - a été confronté au début des années 90 à une vigoureuse poussée démocratique. Comme son inspirateur Mobutu, il l'a noyée dans le sang et l'argent. Mieux que lui, il a su, avec ses conseillers français, se faire élire Président.

Sa stratégie, lors du processus électoral de 1993-94, fut essentiellement basée sur la violence (massacres de manifestants, assassinats d'opposants) et la fraude administrative. Une campagne de terreur poussa à l'exil près de 400 000 Togolais ². Inconvénient : la France a été le seul pays occidental à reconnaître ce processus.

Du coup, pour le scrutin présidentiel des 21 juin et 5 juillet, le régime a choisi une stratégie apparemment inverse. Les publicitaires « de gauche » Jacques Séguéla et Claude Marti sont chargés de communiquer l'image d'un scrutin parfaitement démocratique et transparent - dissimulant une vaste opération de fraude sous la confusion de l'organisation.

Invités, les observateurs internationaux verront ici et là des électeurs, des urnes et des bulletins. Ils ne sauront pas comment le tout est traité. Certains (en particulier un bataillon de juristes français), depuis longtemps choyés par le général-président, n'iront pas se plaindre : comme les fois précédentes, ils se rendront plutôt dans les studios de la télévision nationale pour y louer le parfait démocrate. Les autres n'auront ni le temps ni les moyens d'enquêter ³. Pluvieux, le mois de juin est d'ailleurs la meilleure période pour limiter les déplacements intempestifs.

1. Cf. *La Françafrique*, op. cit., p. 109-126.

2. Cf. Agir ici et Survie, *L'Afrique à Biarritz*, Karthala, 1995, p. 65-77.

3. À force d'être répétée, en Afrique francophone notamment, cette instrumentalisation de l'observation internationale des élections est en passe de la discréditer totalement. Cf. le *Rapport 1997* de l'Observatoire permanent de la coopération française, Karthala, p. 73-156.

Les voies de la fraude

Au pouvoir depuis plus de trois décennies, le général devrait avoir eu le temps de confectionner les listes électorales. Elles n'étaient pas prêtes fin mai, retardant d'autant l'envoi des cartes d'électeurs. On peut imaginer que, comme au Cameroun, les citoyens des quartiers, des régions ou des milieux mal-pensants ne recevront pas ces cartes, ou après le scrutin.

Comme toute l'organisation du vote est entre les mains d'une administration à la botte, on constate trop fréquemment l'absence des bulletins portant le nom des concurrents les plus redoutés. C'est pourquoi l'opposition réclame depuis longtemps un bulletin unique, avec les noms et photos de tous les candidats - chaque électeur se contentant de cocher celui qu'il choisit. Ce système anti-fraude, de surcroît économe des deniers publics, a bien évidemment été refusé.

Tout ceci sans parler de l'accès inégal aux médias, de la quasi interdiction du Nord du pays (le fief d'Eyadema) aux représentants de l'opposition. Ni, bien entendu, de la transformation informatique des résultats, dont la « coopération » française s'est fait une spécialité ¹.

Le président a donc pu en toute assurance fournir à des interlocuteurs choisis le résultat du scrutin : 55 % à 60 % pour lui, et le solde pour ses challengers - à commencer par le plus souple, Me Agboyibor (*La Lettre du Continent*, 07/05/1998).

1. Cf. le *Dossier noir* n° 8, *Tchad, Niger : escroqueries à la démocratie*, L'Harmattan, 1996.

Succès

Sous le long règne d'Eyadema, le riche Togo est entré dans le club des pays les plus pauvres de la planète (les PMA, pays les moins avancés). Grâce au détournement de l'argent des phosphates et de l'aide internationale, Eyadema est devenu pendant ce temps l'un des hommes les plus riches du monde. Sans omettre de récompenser ses fidèles amis politiques français.

Protégé par l'armée française, le pays n'a pas connu un seul conflit extérieur. On y compte pourtant un soldat pour 300 habitants - une armée particulièrement tribalisée et brutale, encadrée par des instructeurs et conseillers militaires français.

1. Cf. le *Dossier noir* n° 8, *Tchad, Niger : escroqueries à la démocratie*, L'Harmattan, 1996.

ILS ONT DIT

France-Togo

« Ma présence ici pour ce 13 janvier est une présence habituelle ». (**Bernard DEBRÉ**, ancien ministre de la Coopération, le 14/02/1997, après la fête nationale du 13 janvier).

« C'est une histoire presque d'amour entre la France et le Togo, entre ma famille et la vôtre ». (**Bernard DEBRÉ**, le 19/02/1998)

[Rappelons que le 13 janvier, institué fête nationale par Eyadema, est aussi l'anniversaire du jour de 1963 où il assassina le président Olympio, lors d'un complot ourdi par les Foccartiens].

« J'ai la chance de bénéficier de l'estime du chef de l'État [togolais], et quand je suis de passage à Lomé, c'est un devoir pour moi de venir le saluer, d'autant plus qu'hier [13 janvier...] était une cérémonie très importante [...]. C'était très émouvant ». (**Fernand WIBAUX**, conseiller de Jacques Chirac, ancien bras droit de Jacques Foccart, le 14/02/1998).

« Le Président de la République du Togo, c'est un ami de la France de longue date, c'est un ami personnel. [...] Le président Eyadema [...] a employé une expression que je trouve très originale : "La Francophonie est une grande famille". [...] Ensuite [...] nous avons évoqué le Droit constitutionnel [...]. Et je dis que nous étions sur un terrain de communion, c'est-à-dire que le président de la République togolaise veille vraiment au respect de l'État de droit ». (**Roland DUMAS**, président du Conseil constitutionnel, lors du Sommet de la francophonie à Hanoï, en novembre 1997).

[Roland Dumas est volontiers l'ami personnel des chefs d'État distributeurs de caramels (cf. infra). Mais c'est un adversaire résolu de la flagornerie. On espère cependant qu'il ne veille pas sur l'État de droit en France comme son ami Eyadema sur l'État de droit au Togo].

« La France compte beaucoup sur la capacité modératrice et la capacité de médiation du Togo et de son président ». (**Alain RICHARD**, ministre de la Défense, le 02/03 à Lomé).

[On ne sait pas pourquoi, le très civil Alain Richard s'entiche volontiers des caricatures de présidents-généraux, genre Déby ou Eyadema. Ce dernier compte encore bien d'autres groupies, à commencer par le plus assidu, Charles Pasqua : les ex-ministres RPR Jacques Godfrain et Jean-Louis Debré, le général Jeannou Lacaze, les juristes Charles Debbasch et Jacques Vergès, le « faiseur d'image » Thierry Saussez, etc.].

Françafrique

« On comptabilisait tout. Ça a commencé à 45 [millions de francs], puis 62, puis 66, 68, puis je voyais 70. On comptabilisait tout dedans, mes salaires, mes frais [...]. [Je travaillais] quinze heures par jour [...]. [Il m'a fallu] une garde-robe [...]. Sirven [l'homme-orchestre d'Elf] parlait de millions comme vous parlez de 100 francs ». (**Christine DEVIERS-JONCOUR**, amie de Roland Dumas, interview sur Canal + le 03/05/1998).

[La suite de la saga des « caramels » (l'unité de base des friandises d'Elf : 1 million de FF). Ou comment la haute classe politique française, cousue d'or noir, a perdu le sens de la mesure républicaine].

« Où a-t-on vu que le pétrole avait jamais été en Afrique noire source de progrès et de bien-être pour les populations autochtones ? Ce qui est arrivé chaque fois, c'est très exactement le contraire : chez nous, qui dit pétrole dit malédiction des populations, dictature, violences, guerre civile. [...]

Au Gabon [...], ce ne sont que chaussées défoncées, mouiroirs tenant lieu d'hôpitaux, écoles ressemblant à des chenils [...]. Question : où va l'argent du pétrole gabonais ? [...] Elf [...] ne se contente-t-il pas d'un pourboire dérisoire versé au dictateur local ?

Elf Aquitaine, avec sa mafia de gangsters, de parrains, de putes, tous de haut vol, c'est la malédiction de l'Afrique, sa gangrène. [...] En Afrique centrale [...], le pétrole est synonyme de pauvreté, ce qui n'est pas trop grave, mais surtout de guerre civile, aujourd'hui, et demain, de génocide. [...] Au Congo-Brazzaville, il est impossible de ne pas voir le bras [...] de la compagnie française Elf dans la boucherie dont vient d'être le théâtre la capitale de ce malheureux pays. [...]

La politique française du pétrole en Afrique, [c'est] [...] la quête, sur le dos des Africains, de l'indépendance énergétique de la France. [...]

L'oléoduc [tchado-camerounais], au mieux, servirait à conforter l'emprise des dictateurs sur les populations ; ils auraient plus d'argent, donc plus d'armes, plus de polices, plus de moyens de corrompre. [...] Nous demandons que le consortium, par respect pour une fois de la liberté et de la dignité des Africains, renégocie les modalités de construction de l'oléoduc [...] avec les vrais représentants des populations autochtones. [Sinon], nous nous préparons à nous [y] opposer par tous les moyens ». (**Mongo BETI**, écrivain camerounais. *L'autre Afrique*, 01/04/1998)

[Jusque dans sa virulence, le propos de cet écrivain respecté exprime l'exaspération des populations « exportatrices » de pétrole. La distribution des « caramels » prélude à celle des châtaignes : la castagne. Ceci peut expliquer pourquoi est envisagé un autre tracé de l'oléoduc : au sortir du Tchad, il contournerait le Cameroun par le Centrafrique pour arriver au Congo de l'ami Nguesso].

France-Rwanda

« La crise du Rwanda n'a pas fait l'objet d'un traitement différent des autres crises africaines ». (**Général Christian QUESNOT**, ancien chef d'état-major particulier du président Mitterrand. Audition par la mission parlementaire d'information sur le Rwanda le 19/05/1998).

[C'est bien là tout le problème ! Le « dérapage » au Rwanda est l'« accident » d'un système qui, ayant perdu ses gardes-fous, le permettait depuis longtemps.

On peut aussi observer que les trois officiers-clefs de l'intervention militaire française au Rwanda, les généraux Quesnot et Huchon et le colonel Rigot, sont issus de l'infanterie de marine, l'ex-« coloniale » (L'Express, 14/02/1998). L'Afrique est leur terrain « naturel »].

« Le chef de l'État [François Mitterrand] a estimé à ce moment-là [en 1990] qu'il fallait donner un signal clair de la volonté de maintenir la stabilité du Rwanda [...]. Il considérait que l'agression menée par le FPR était une action déterminée contre une zone francophone et qu'il convenait de s'y opposer. [...]

Nous n'avons aucun accord de défense avec le Tchad, qui est probablement l'un des pays dans lequel nous sommes le plus intervenu. Jusqu'ici ça n'a troublé personne ». (**Amiral Jacques LANXADE**, ex-chef d'état-major des armées, audition du 7/05/1998).

[Selon l'amiral, ce genre de tradition ou de précédent explique que la France n'ait pas eu besoin d'accord de défense pour intervenir au Rwanda. Pourquoi s'embarrasser de ce genre de paperasse, puisque aussi bien la France est partout chez elle en Afrique dès lors que l'Élysée le décide ? Cela trouble quand même quelques consciences européennes ou africaines. Sinon, pourquoi ressortir à chaque fois l'alibi de la protection des ressortissants français ?].

« Les premières attaques du FPR [...] ont été stoppées par les parachutistes français ». (**Robert GALLEY**, ancien ministre de la Coopération, confident de Mitterrand sur le Rwanda, audition du 13/05/1998).

[Merci de nous le confirmer !].

« Le Président *[Mitterrand]* craignait que si une faction minoritaire, éventuellement aidée par un pays étranger, venait à renverser un régime en place, il ne s'en suive une réaction en chaîne qui déstabilise la région. Auquel cas la garantie française ne vaudrait plus rien ». (**Hubert VÉDRINE**, ministre des Affaires étrangères, ex-Secrétaire général de l'Élysée, audition du 05/05/1998).

[Cette garantie « vaut » quelque chose : qu'on pousse la solidarité jusqu'au soutien à un pouvoir génocidaire... Avis aux amateurs !].

« **Pierre BRANA** (rapporteur de la mission d'information) : La France a formé des recrues rwandaises [...]. On savait que toutes [...] étaient hutues. Comme il existait déjà une menace de génocide, en formant toujours la même ethnie, on prenait position par rapport au génocide [...].

- **Hubert VÉDRINE** : Je souhaite qu'on note sur le compte-rendu que je suis choqué par la formulation de M. Brana "prendre position par rapport au génocide". On est en plein anachronisme. [...] On n'est pas en train de décrire un article. La France a décidé d'exercer un devoir de sécurisation d'un pays stable menacé par l'étranger. [...] La France a aussi proposé une coopération, une formation pour que le pays apprenne à assurer sa sécurité. Ce qu'on a fait dans d'autres pays d'Afrique. On a formé l'armée au Rwanda. Ce n'est pas à la France de dire [...] qu'on va former ceux-ci et pas ceux-là. D'autant que les recrues hutues représentaient 80 % de la population. On a ailleurs, formé des armées moins représentatives ». (Audition du 05/05/1998).

[On se demande quel surmoi dicte à la France « un devoir de sécurisation » de n'importe quel pays aussi stable que le Rwanda, à travers le monde. Et on n'est pas très rassuré pour les « autres pays » où on fait encore moins bien...].

« **Pierre BRANA** : La France est le seul pays qui a reconnu la légitimité du gouvernement intérimaire composé des pires extrémistes hutus. Cette reconnaissance a-t-elle fait l'objet d'un débat à la présidence et avec le gouvernement ? [...] Pourquoi l'a-t-on reconnu ?

- **Hubert VÉDRINE** : La France était seule à avoir des contacts avec les uns et les autres, elle n'a pas jugé les uns plus légitimes que les autres. [...] La France ne trie pas, ne distingue pas. Elle parle alors avec les uns et les autres ». (ibid.).

[Hubert Védrine reconnaît formellement que, pour lui-même et François Mitterrand, commettre un génocide n'est pas source de délégitimation. C'est bien pourquoi on a pu, et l'on peut encore, rester l'allié du Hutu power].

« La personne qui définissait avec le plus de précision les rapports de force entre la Anglo-Saxons et nous dans cette région *[des Grands Lacs]*, c'était le Président de la République *[François Mitterrand]*, avec un grand sens de la stratégie et de l'histoire. Le Président de la République avait une conception géostratégique dans cette région tout à fait précise, culturellement et historiquement étayée, qu'il exprimait sans cesse dans les conseils de Défense ». (**François LÉOTARD**, ancien ministre de la Défense, audition du 21/04/1998).

[Cette conception personnelle, historique et culturelle, n'a pu se déployer totalement et obstinément qu'en raison du fonctionnement monarchique de la V^e République. Cela a conduit la France jusqu'à l'infamie. Relève-t-elle du secret-défense ? Craint-on de révéler qu'un Président de la République était atteint du syndrome de Fachoda ?].

« La présence de la France en Afrique [...] *[est]* un objectif majeur de notre diplomatie. La France a une responsabilité historique, des intérêts, et la France est une puissance. [...] Ce serait irresponsable pour un gouvernement français quel qu'il soit de baisser les bras et de renoncer à une présence. [...] Sur la nécessité d'une présence amicale de la France auprès des pays d'Afrique pour les aider dans leurs efforts pour le développement, j'espère que cela peut faire l'objet d'un consensus entre les différentes sensibilités représentées dans le cadre de cette mission ». (**Alain JUPPÉ**, ancien ministre des Affaires étrangères et Premier ministre, audition du 21/04/1998).

[Alain Juppé exprime admirablement toute l'ambiguïté de la présence française en Afrique : la France doit à son rang d'être présente, donc elle doit être en Afrique, que cela plaise ou non ; mais en même temps elle est là pour aider, par amitié - forcée, puisqu'elle n'est pas capable de penser l'absence, c'est-à-dire l'indépendance. Du coup « la nécessité de la présence » l'emporte sur la logique de développement, et la pervertit].

« À partir d'avril 1993 [...], nous avons décidé un allègement de notre présence militaire, ce qui ne veut pas dire laisser la place à d'autres trop contents d'arriver au prix d'ailleurs d'un nombre de malveillances, pour ne pas dire de calomnies, répandues sur l'action de la France et de son armée ». (**Édouard BALLADUR**, ancien Premier ministre, audition du 21/04/1998).

[Autrement dit, on veut bien faire des économies sur le budget militaire, mais pas touche à nos chasses gardées].

« Au Rwanda, nous avons agi par ignorance et suffisance. Nous savions qu'Habyarimana était un dictateur faible et criminel, et nous avons confié aux militaires un rôle qui n'aurait dû appartenir qu'aux politiques et aux parlementaires. [...] L'armée française avait un rôle d'armée d'occupation ». (**Michel CUINGNET**, chef de la mission de coopération française au Rwanda de 1992 à 1994. Audition du 28/04/1998).

« La France n'a rien à se reprocher, j'en suis persuadé mais je n'en sais rien, parce que je n'étais pas aux affaires à ce moment-là ». (**Hervé de CHARETTE**, ex-ministre des Affaires étrangères, le 26/04/1998 sur *Radio J*. Cité par *Le Canard enchaîné* du 29/04/1998).

[Un bon aperçu de certaines déclarations officielles sur la question. On reste partagé : les « responsables » prennent-ils les citoyens pour des idiots, ou ce type de déclaration est-il représentatif de leur niveau d'inconscience ?].

« À écouter les députés *[de la mission d'information]*, de gauche comme de droite, ils sont plus préoccupés par la défense de l'image de la France que par la découverte de la vérité. Sans faire de procès d'intention, je ne peux que m'inquiéter de [...] certaines considérations de députés telles que "la France n'y est pour rien". [...] Cette affaire ne sera jamais traitée à la Papon, ce n'est pas une histoire franco-française, c'est une histoire franco-rwandaise. Ce qui ne sera pas révélé en France le sera au Rwanda ou

ailleurs.

Cette mission d'information est une grande première, c'est déjà un pas. Mais que les députés s'imaginent que cette mission serve à affirmer "*nous sommes tous coupables*", histoire de diluer les responsabilités dans cette nébuleuse appelée communauté internationale, cela ne passera pas. Il est reproché à la Belgique, aux États-Unis de n'avoir pas été là. Il est reproché à la France d'avoir été là. Ça change tout ». (José KAGABO, historien à l'École des Hautes études. Intervention à Toulouse le 18/04/1998, citée par *Liaison-Rwanda*, 05/1998).

Cour criminelle internationale

« Je ne puis [...] approuver la création d'une Cour criminelle internationale. Contrairement à ses objectifs, le fonctionnement d'une telle institution me semblerait en effet risquer de nuire aux actions de maintien ou de rétablissement de la paix ». (Gérard CHARASSE, député de l'Allier. Courrier à la Coalition française pour une Cour criminelle internationale (CCI), 20/04/1998).

[Autrement dit, le maintien ou le rétablissement de la paix suppose la licence des crimes de guerre et contre l'humanité].

« Regrettant [...] qu'encore trop souvent la France semble adopter [*à propos de la création de la CCI*] une attitude réticente [...] qui risque de compromettre l'objectif souvent réaffirmé [...] ; **La Commission nationale consultative des droits de l'homme** :

1. Appelle solennellement les plus hautes autorités françaises à prendre clairement et fermement les positions de principe que le droit et l'histoire nous imposent, en sortant de l'attentisme longtemps observé lors de la négociation préparatoire, pour adopter une attitude constructive ; [...]

4. Recommande à la France de manifester sans ambiguïté que sa participation aux opérations de maintien de la paix ne saurait, en aucune circonstance, faire obstacle à sa contribution au bon fonctionnement de la Cour criminelle internationale [...] ». (Avis adopté par la Commission le 14/05/1998).

Etc.

« Comment ne pas vous dire, avec émotion, la joie que j'ai à voir mon pays, grâce à son gouvernement, tenir la parole qu'en son nom je vous ai donnée en 1988 [...]. Vous allez apposer vos signatures au bas d'un grand texte. Soyez conscients qu'il concerne beaucoup plus que la Nouvelle-Calédonie : c'est un acte de civilisation ». (Michel ROCARD, ancien Premier ministre, avant la signature des accords de Nouméa. Cité par *Libération*, 6/05/1998)

[En effet : la politique extérieure française peine à préférer les choix de civilisation aux réflexes de la colonisation. Et les premiers sont encore trop rares pour ne pas être salués « avec émotion »].

« Nous allons tout droit vers une guerre ethnique et cette guerre sera totale... Il faut donc préparer mentalement, psychologiquement et physiquement le plus grand nombre possible de nos compatriotes à cette perspective ». (Pierre VIAL, vice-président de la Commission Culture du Conseil régional Rhône-Alpes, en septembre 1997. Cité par *Le Monde* du 03/05/1998).

[Pour des propos moins explicites, des Rwandais se retrouvent aujourd'hui devant le tribunal d'Arusha, accusés d'incitation au génocide. C'est avec de tels incendiaires que Charles Millon a fait alliance en Rhône-Alpes. Il se croit plus fort que von Papen, ce député allemand très catholique qui cautionna en 1933 l'arrivée de Hitler au pouvoir : il en a malheureusement tout à fait le profil].

À FLEUR DE PRESSE

Le Monde, *Un tabou persistant*, 21/05/1998 (Rémy OURDAN) : « Après deux mois d'auditions menées par la Mission d'information parlementaire, qui doit éclaircir le rôle de la France au Rwanda [...], le constat est décevant. Les députés, à de rares exceptions près, ne posent pas les questions cruciales et n'insistent jamais face à des réponses insipides. [...] On ne sent ni la volonté déterminée, ni la méthode implacable qui permettraient de lever le voile.

Les parlementaires et les anciens responsables qui témoignent préfèrent attaquer la presse et les organisations humanitaires, voire, comme M. Balladur, les accuser de relayer un complot de l'étranger. Les uns et les autres, politiques, diplomates et militaires, défendent leurs partis, leurs hiérarchies et leurs amis. Ils défendent "la France", puisque c'est "leur France" qui a, au pouvoir, géré la crise rwandaise. Le Rwanda reste un sujet tabou. La Mission d'information n'a pas pris le chemin d'une enquête rigoureuse et impartiale ».

[Signalons au passage que la documentation mise à la disposition des députés par la présidence de la mission d'information Paul Quilès atteste d'une censure caractérisée. De même a-t-on dressé une herse pour empêcher l'audition publique de témoins directs d'événements trop dérangeants].

L'Événement du Jeudi, *Une commission d'enquête au rabais*, 30/04/1998 (Philippe ROMON) : « La liste des 52 premiers témoins interrogés par la mission Quilès a dû faire l'objet d'un accord préalable de l'Élysée et de Matignon, qui ont imposé que fonctionnaires et agents de l'État témoignent à huis clos.

"Les pays anglo-saxons attachent beaucoup plus d'importance à l'enquête parlementaire, affirme Philippe Lemarchand, maître de conférences à l'IEP. En France, nos élus législatifs ont un pouvoir d'investigation quasi inexistant" ».

Le Monde, *La France a mené une opération secrète, avant 1994, auprès des Forces armées rwandaises*, 21/05/1998 (Jacques ISNARD) : « [*Avant 1990*], la Mission militaire de coopération (MMC) entretenait au Rwanda une trentaine d'experts [...] [*avec*] une double mission : [...] instruire les personnels [...] et [...] maintenir en état les matériels d'origine française. [...]

Ce dispositif est progressivement monté en puissance [...] avec l'adjonction de nouveaux éléments, autrement appelés des Détachements d'assistance militaire et d'instruction (DAMI). Cette mission fut baptisée "Panda". Fin 1992, aux 30 premiers cadres dépendant de la MMC se sont ajoutés 30 autres, puis 40 autres encore début 1993. Ces détachements provenaient en majorité de trois régiments constitutifs de la Force d'action rapide [*dont*] le 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine [*RPIMa*] [...]

La tâche de ces nouveaux arrivants, dont le contrôle opérationnel a peu à peu échappé à la MMC [...], a carrément été d'appuyer

les combattants des FAR à partir de deux camps d'entraînement installés dans des parc proches de la frontière avec l'Ouganda. [...] Les hommes du 1^{er} RPIMA, qui sont entraînés à monter des opérations clandestines dans la profondeur d'un territoire et à s'y camoufler le temps de recueillir le renseignement, ont pour mission d'établir des contacts permanents avec les plus hautes autorités politiques et militaires à Paris qui gèrent les crises en Afrique. Quitte, au besoin, à s'affranchir de la chaîne des commandements.

Ce fut le cas au Rwanda, grâce à un fil crypté direct entre le régiment et l'Élysée, via l'état-major des armées et l'état-major particulier de l'Élysée [...].

À leur façon, les DAMI Panda ont servi de laboratoire à la mise sur pied, à partir de 1993, d'une nouvelle chaîne hiérarchique propre au renseignement et à l'action, avec la création, sous la tutelle directe du chef d'état-major des armées, d'un commandement des opérations spéciales (COS), intégrant notamment le 1^{er} RPIMA aux côtés d'autres unités ».

[Ainsi, l'intervention française dans un cadre pré-génocidaire a servi de « laboratoire » pour un fonctionnement autorisant encore davantage des guerres secrètes élyséennes, comme il en fut mené au Zaïre en 1996-97, comme il en est mené aujourd'hui au Congo-Brazzaville...].

LIRE

Ruth Schachter-Morgenthau, *Le multipartisme en Afrique de l'Ouest francophone jusqu'aux indépendances*, L'Harmattan, 1998, 488 p.

Voici enfin traduit en français ce grand classique de l'histoire de la « décolonisation ». Cette description de l'effervescence politique dans l'ex-AOF, de 1945 à 1960, n'a pas vraiment d'équivalent. Qu'il ait fallu attendre 35 ans sa traduction signale une étonnante anorexie historique. L'effervescence a débouché sur des partis uniques, dans une Afrique émietée. Une proie idéale, que la Françafrique émergente saura parasiter ou enserrer. Redécouvrir le foisonnement d'avant les indépendances devrait permettre des interrogations plus fécondes sur leur confiscation.

International Crisis Group (ICG), *Burundi. Lever les sanctions, Relancer la transition*, 27/04/1998, 60 p.

Une analyse politique d'une qualité remarquable - et donc exceptionnelle. Si les « responsables » des diverses interventions, ingérences et médiations en Afrique disposaient plus souvent de ce type de document - et les lisaient ! -, on peut penser que nombre de dramatiques erreurs ou entêtements pourraient être épargnés aux populations objet de leur sollicitude. Quant à la contre-productivité de l'embargo imposé au Burundi, la démonstration est imparable.

Bernard Debré, *Le retour du Mwami*, Ramsay, 1998, 259 p.

Conseillé par l'historien lepéniste Bernard Lugan, l'ancien ministre de la Coopération Bernard Debré nous livre sa vision, péremptoire, de la crise actuelle de l'Afrique des Grands Lacs. Sous les retouches du politiquement correct percent les schémas ethnistes : « *le retour du Mwami* » (le roi du Rwanda) est celui de l'expansionnisme tutsi, l'Ougandais Museveni étant, pour les besoins de la cause, assimilé à un Tutsi. La victoire de Sassou Nguesso à Brazzaville devient un heureux coup d'arrêt à cet expansionnisme. Et puisque cette histoire relativise la démocratie, le Togo d'Eyadema et le Gabon de Bongo, ces chers amis de Bernard Debré, figurent « certainement parmi les pays les plus démocratiques d'Afrique »... Y'a bon la Françafrique.

Jean-Pierre Chrétien, *Rwanda. La médiatisation d'un génocide*, in *La question médiatique*, F. d'Almeida dir., Seli Arslan, 1998, p. 53-63.

Un exposé limpide sur cette angoissante question : comment, à l'ère des médias, a-t-on pu esquiver l'atrocité du génocide rwandais ? Certains journaux ou journalistes n'y sont pas pour rien, mais, plus généralement l'auteur décèle un terrible quiproquo : « *Les consommateurs africains d'information attendent [des médias occidentaux] un surplus d'objectivité, alors que les producteurs européens ou américains de ces informations, pensant en priorité à leur propre public, recherchent d'abord l'émotion, et s'emploient à simplifier la réalité à l'échelle du niveau de connaissance des sociétés exotiques chez ce public. C'est ainsi que la logique tribale simple qui envahit les médias devient un élément de vérité [...], et que, parmi les acteurs du Sud, les factions les plus extrêmes peuvent se retrouver légitimées* ».

African Rights, *Lettre ouverte à sa Sainteté le Pape Jean-Paul II*, 13/05/1998, 10 p.

Un document mesuré, et tout à fait remarquable, sur les responsabilités passées et présentes de l'Église catholique au Rwanda.

CRIDEV (41 av. du 21 janvier 35000-Rennes), *Les difficultés de l'humanitaire en crise : l'exemple du Soudan*, mars 1998, 82 p.

Ces Actes du Colloque tenu sur ce thème le 25 janvier 1997 composent un ensemble d'une qualité rare. Grâce notamment à la contribution de Marc Lavergne, on comprend beaucoup mieux ce régime de Khartoum auquel Paris a choisi de s'allier. Alex De Waal dresse un tableau précis de ses pratiques de nettoyage ethnique dans les monts Nuba. Et Rony Brauman exécute, au scalpel, une autopsie magistrale du piège humanitaire - passant du Soudan aux camps de réfugiés du Kivu. Victime « *d'un affaissement, d'une disparition de toute perspective de sens politique* », le mouvement humanitaire en arrive parfois à un discours carrément négationniste. Au passage, on apprend que l'aide humanitaire française a livré clefs en mains un hôpital de campagne à l'armée soudanaise...

Marie-Christine Guéneau et Bernard Lecomte, *Sahel : les paysans dans les marigots de l'aide*, L'Harmattan, 1998, 279 p.

Un rinçage salubre, malgré le titre. Une évocation très concrète des effets pervers et des cercles vicieux d'une certaine aide publique ou non-gouvernementale. Ses promoteurs ont d'autant plus de mal à trouver une issue aux relations d'assistance qu'ils se sont eux-mêmes éloignés le plus possible de la contrainte économique...

Les *Dossiers noirs* de la politique africaine de la France, n° 10

France-Sénégal *Une vitrine craquelée*

Une « démocratie » verrouillée par la fraude paralyse le Sénégal, qui voit monter les périls de tous ordres (internes et externes). Pendant ce temps, les acteurs réels d'une économie virtuelle rivalisent de sophistication dans le détournement des fonds publics et la corruption.

Agir ici et Survie, L'Harmattan, 66 p. Peut être commandé à *Survie* (40 F, port inclus).